

L'action collective protestataire dans le Japon contemporain : analyse spatiale d'une tradition cachée

Protest in Contemporary Japan: Spatial Analysis of a Hidden Tradition

David-Antoine Malinas

Volume 13, Number 1, 2013

Changement et diversité au Japon

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1024709ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1024709ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Groupe de recherche diversité urbaine
CEETUM

ISSN

1913-0694 (print)

1913-0708 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Malinas, D.-A. (2013). L'action collective protestataire dans le Japon contemporain : analyse spatiale d'une tradition cachée. *Diversité urbaine*, 13(1), 27-43. <https://doi.org/10.7202/1024709ar>

Article abstract

Since the 90s, one of the major transformations that affected Japanese society is the growing importance of civil society. In this regard, many researchers have focused on the rise of volunteer action. Few have examined its political dimension but most conclude that it is weak or even structurally impossible. A common point of these studies is that they fail to account for the growth of a strong, national and disruptive anti-poverty social movement that started in the 90s.

I propose a spatial analysis of social movement sustainability to understand how, even during periods of low social mobilization, some specific sites support a high level of politicization. These local sites assure the continuity and the renewal of the activist's engagement, the evolution of the action repertory and the ideological framework. I emphasize that mobilization against poverty, though recognized in the beginning of the 90s, has a long history. It is the one faction of the new left that has largely been forgotten until now.

L'action collective protestataire dans le Japon contemporain : analyse spatiale d'une tradition cachée

Protest in Contemporary Japan : Spatial Analysis of a Hidden Tradition

DAVID-ANTOINE MALINAS

*Université Paris Diderot – Paris 7, Centre de recherche sur les civilisations
d'Asie orientale (UMR 8155)
davidmalinas@gmail.com*

RÉSUMÉ ■ Depuis la crise des années 1990, une des transformations les plus importantes du Japon concerne le rôle de la société civile. Si de nombreuses études ont été réalisées pour analyser et réfléchir à la montée du bénévolat, peu de recherches ont analysé la dimension proprement politique de ce renouveau. Plus exactement, les travaux qui traitent de la dynamique des mouvements sociaux au Japon insistent surtout sur son déclin continu. Comment rendre compte alors du mouvement des sans-abri des années 1990, du très médiatique «*haken mura* (village des intérimaires)» de 2008, ou plus récemment encore d'actions de protestations localisées, mais intégrées au mouvement international des «indignés»?

Le recours à l'analyse spatiale permet de mettre en évidence que, même en période de faible activisme, certains sites peuvent être particulièrement politisés et assurer le maintien et le renouvellement de l'engagement. La mobilisation autour de la question de la pauvreté, si elle semble débiter au début des années 1990, possède ainsi toute une histoire, celle d'une fraction de la nouvelle gauche jusqu'alors oubliée.

ABSTRACT ■ Since the 90s, one of the major transformations that affected Japanese society is the growing importance of civil society. In this regard, many researchers have focused on the rise of volunteer action. Few have examined its political dimension but most conclude that it is weak or even structurally impossible. A common point of these studies is that they fail to account for the growth of a strong, national and disruptive anti-poverty social movement that started in the 90s.

I propose a spatial analysis of social movement sustainability to understand how, even during periods of low social mobilization, some specific sites support a high level of politicization. These local sites assure the continuity and the renewal of the activist's engagement, the evolution of the action repertory and the ideological framework. I emphasize that mobilization against poverty, though recognized in the beginning of the 90s, has a long history. It is the one faction of the new left that has largely been forgotten until now.

MOTS CLÉS ■ Japon, mouvements sociaux, pauvreté, analyse spatiale, structure d'abeyance.

KEYWORDS ■ Japan, social movement, poverty, spatial analysis, abeyance structure.

DEPUIS LE DÉBUT DES ANNÉES 2000 et jusqu'à la catastrophe du 11 mars 2011, le mouvement anti-pauvreté (*han hinkon undô*) était au Japon l'un des mouvements sociaux les plus importants. Il trouve son origine certes dans la multiplication des inégalités et des situations de pauvreté – travailleurs pauvres, intérimaires, réfugiés des cafés Internet –, mais il s'inscrit également, tant du point de vue des militants engagés que des thématiques, dans la prolongation du mouvement de soutien aux sans-abri qui s'était, dès le début des années 1990, essaimé dans les principales métropoles. Si ce mouvement a évolué pour gagner en puissance, il a préservé sa caractéristique majeure qui faisait son originalité dès les premières années : le fait d'être un mouvement protestataire. C'est dans les années 1990 que les nombreuses luttes contre les évictions de sans-abri se sont multipliées dont la plus marquante est celle du « village des sans-abri » dans le souterrain de la gare de Shinjuku entre 1994 et 1998 (Hasegawa 2006 ; Malinas 2011). À partir des années 2000, si la reconnaissance croissante des associations comme partenaires des pouvoirs publics laisse place à des modalités d'actions plus consensuelles – lobbying, tables rondes –, les actions de contestation ne sont pas abandonnées. C'est le cas notamment à la fin de 2008 avec la mise en place d'un « village des intérimaires », coordination de nombreuses associations et de syndicats qui souhaitaient interpeller les pouvoirs publics sur les licenciements massifs des travailleurs intérimaires et qui réussissent à obtenir l'accès au revenu d'assistance pour les jeunes Japonais¹.

Malgré l'importance prise par ce mouvement social, les recherches sur la société civile protestataire d'aujourd'hui ou d'hier sont encore marginales². Qui plus est, les contributions majeures sur le sujet s'accordent pour conclure en son absence. Différents facteurs sont mis de l'avant : structure organisationnelle et législative (Pekkanen et al. 2006) ; stratégie des pouvoirs publics (Aldrich 2010), mais aussi répertoire d'action inapproprié de la nouvelle gauche ou, inversement, l'adoption par ces mêmes militants d'un nouveau répertoire d'action de type « propositionnel » et non plus critique (Avenell 2011). L'action collective protestataire semble se résumer à une histoire noire de la nouvelle gauche. La séquence serait la suivante : créées en rupture avec le Parti communiste

à la fin des années 1950, les différentes factions (*sekuto*) qui composent la nouvelle gauche (*bunto*), malgré des tentatives de lutte unitaire qui marquent l'apogée de la lutte étudiante dans les années 1960, vont sombrer dans l'action politique directe, tant à l'encontre de leurs propres membres - luttes internes et inter-factions – que de la société (lutte armée, terrorisme). Un certain nombre d'évidences sont également affirmées au passage, dont la relation d'égalité entre la nouvelle gauche et l'action protestataire, la relation d'égalité entre cette dernière et l'action politique violente ou la division de la nouvelle gauche. Ces caractéristiques s'appliquent pourtant difficilement au mouvement anti-pauvreté. Pour prendre l'exemple de la lutte des sans-abri à Tokyo, on peut souligner son caractère unitaire avec la présence de différentes factions de la nouvelle gauche, dont des membres de la faction anarchiste (*han sekuto rajikaru*). Du point de vue de leurs stratégies, la mise en œuvre d'une action protestataire lors des « villages de sans-abri » ou des « villages d'intérimaires » avait pour objectif la négociation et non la révolution. Quels sont les tenants de ce militantisme de contestation d'un autre genre qui apparaît encore comme un objet scientifique non identifié ?

Le danger serait de conclure à l'émergence d'un « nouveau » militantisme et de se faire prendre au mythe de « l'immaculée conception » de l'action collective (Taylor 1989). Notre hypothèse consiste à souligner au contraire que cette action protestataire a une histoire. Elle est née dans les ghettos de travailleurs journaliers ou *yoseba* dans les années 1960. Au début des années 1990, lorsque cette population de précaires désormais âgés et confrontés à la crise du BTP forment la première vague de sans-abri, la plupart de leurs soutiens s'adaptent à cette nouvelle situation et s'engagent à leurs côtés. Ce qui est « nouveau » est moins le militantisme en-soi que sa visibilité médiatique hors des lieux « dissimulés » que sont les *yoseba* (Nishizawa 1995).

Notre méthodologie est plurielle et s'est développée en de manière cumulative. Notre première source de données est composée d'entretiens. D'abord codées pour comprendre un mouvement local de sans-abri, les informations recueillies et les données sociodémographiques concernant la petite dizaine de militants interrogés dépassaient largement ce cadre d'analyse. En effet, ils avaient des écarts d'âge suffisants (entre 10 et 15 années) pour parler de « génération » militante et de transmission des savoirs, d'autant plus que ce passage de témoin, qui n'était pas le premier, semblait s'être réalisé sur des sites antérieurs : les *yoseba*. Conséquemment, la seconde collecte de données a s'est effectuée à travers un travail de terrain dans ces lieux ghettoïsés. J'ai séjourné de quelques jours à quelques semaines, dans les deux principaux ghettos de Tokyo, en plus de journées régulières d'immersion entre 2000 et 2007. Pour autant qu'ils avaient

changé, ils constituaient toujours des espaces séparés, à Tokyo, à Osaka et dans les autres métropoles, avec leurs règles et leurs populations particulières, différentes du reste de la société. Afin d'obtenir des sources plus précises sur l'histoire de ces ghettos et du militantisme dans ces ghettos, j'ai complété mes entretiens à l'aide d'une série de rencontres réalisées auprès d'un témoin privilégié, Monsieur Nakamura, l'un des militants de la première heure et une figure historique de la lutte dans les ghettos qui avait soutenu la lutte des sans-abri. Six heures d'enregistrement avec M. Nakamura ont été ajoutées aux sources « vivantes »³. Enfin, nous avons croisé ou ajouté à ces souvenirs subjectifs des sources de seconde main écrites par des militants et des chercheurs japonais ou étrangers sur ces ghettos. Ces dernières ressources m'ont permis de remonter encore plus loin dans le temps, jusqu'aux premières générations militantes de l'après-guerre.

D'un point de vue théorique, il est rapidement apparu que ces sites ne pouvaient pas être traités comme de simples scènes où se déroule l'action militante. Bien au contraire, ils possèdent des caractéristiques sociodémographiques spécifiques qui structurent l'histoire particulière du militantisme protestataire. Alors que l'hypothèse des « abeyance structures » de Verta Taylor (1989) semble la plus adaptée pour expliquer les conditions organisationnelles de maintien de l'engagement individuel en période de faible mobilisation sociale, il nous est apparu que l'hypothèse spatiale était la plus pertinente pour comprendre les conditions de maintien de certains modes d'action qui semblent avoir été abandonnés dans le reste de la société. À partir du cas du *yoseba* de Tokyo, nous proposons une analyse écologique pour rendre compte de cette histoire militante marquée par deux périodes : la première, de la fin des années 1950 à la fin des années 1960, qui est caractérisée par une action collective protestataire locale que les soutiens extérieurs ne souhaitent pas ou n'arrivent pas à se réappropriier ; puis une seconde période du début des années 1970 à la fin des années 1980, où les soutiens extérieurs, dominés par la nouvelle gauche, imposent un nouveau répertoire d'action de type syndical, en rupture avec celui utilisé jusqu'alors par les travailleurs journaliers, mais également avec celui, plus politique, utilisé par la nouvelle gauche dans le reste de la société.

Les années 1960 : répertoire d'action autochtone et positionnement militant

Une idée assez communément admise est celle du monopole de l'action protestataire par la nouvelle gauche pendant les années 1960 – 1970. Or, cette équation est loin d'être exacte dans le cas des ghettos et ce, pour

deux raisons. En effet, il existe antérieurement à la présence de la gauche radicale dans le ghetto un répertoire local d'action protestataire : l'émeute. De plus, il faut souligner l'incapacité des soutiens extérieurs à s'approprier ce répertoire d'action longtemps considéré comme illégitime, brièvement manipulé en 1968, pour être définitivement abandonné la même année.

Les conditions socio-spatiales de l'émeute

Comme l'analyse Oberschall (1973), certaines structures sociales facilitent certains types d'action collective. Ainsi, une population dépourvue d'organisations capables de relayer ses demandes et dont les liens de solidarité associative ou communautaire sont faibles aura tendance à développer des formes d'action collective « éruptives ». On trouve dans cette description les conditions sociologiques des émeutes des ghettos auxquelles il faut ajouter une condition démographique : la densité de la population.

Les ghettos deviennent des lieux où la solidarité communautaire s'affaiblit parce que, d'une part, les familles de travailleurs journaliers deviennent prioritaires pour accéder aux logements sociaux et quittent le *yoseba*. D'autre part, les nouveaux entrants sont de jeunes migrants (*dekasegi*) déracinés dont les actions ne sont plus contraintes par le poids de la communauté locale ou de la famille. Comme le souligne l'un des propriétaires d'un restaurant détruit pendant l'une des émeutes : « C'est peut-être une évidence, mais lorsque des personnes solitaires, qui ne peuvent même pas recevoir les conseils de leurs parents ou de leurs frères, se regroupent ainsi, ce serait que la manifestation ne tourne pas à l'émeute qui serait étrange. » (Imagawa 1987 : 209).

Ensuite, les ghettos deviennent des lieux où la solidarité associative s'affaiblit. Jusqu'au début des années 1960, une population subsistant de la prostitution est présente dans le ghetto. Les recherches ont pu mettre en évidence que l'activité dans un même lieu de ces personnes exploitées et en position de vulnérabilité permet néanmoins de créer une solidarité qui peut donner naissance à une action politique organisée (Mathieu 2001). Après l'éviction de ces dernières, seuls les travailleurs journaliers demeurent dans le ghetto, une population toujours en partance entre chantiers, chambre d'hôtels et rue pendant les périodes récurrentes d'inactivité. La vie de travailleur journalier dans les ghettos est également perçue comme un statut stigmatisant (L'Hénoret 1993) et les personnes taisent leur identité ou limitent leur sociabilité afin de garder leur anonymat (Gill 2001).

En outre, les travailleurs journaliers n'arrivent pas à organiser la représentation de leurs intérêts dans les assemblées représentatives puisqu'ils

n'existent pas comme citoyens et n'ont donc pas le droit de vote. Cette situation est liée à une particularité du Japon où la domiciliation est la condition d'une identité officielle. Or, les hôtels des ghettos – ou les baraques de chantiers – ne sont pas considérés comme des domiciles fixes. Ainsi, bien que des militants se soient présentés aux élections, ils n'ont jamais pu être élus faute de pouvoir recueillir les voix des travailleurs journaliers (Imagawa 1987).

Enfin, ces ghettos sont caractérisés par une très forte concentration de population. À l'origine, le *yoseba* est le marché du travail intérimaire journalier, mais c'est pour désigner les plus importants d'entre eux qui se constituent en espaces autonomes que le terme est communément utilisé. Le marché du travail journalier se trouve alors au cœur d'un quartier composé d'hôtels bon marché (la *doya gai*) utilisés quasi exclusivement par les travailleurs journaliers célibataires qui organisent leur vie à l'intérieur de ce périmètre : ils y sont recrutés, ils y dorment, ils s'y détendent, ils s'y nourrissent. Ce type de ghetto s'est développé dans chaque grande métropole japonaise : Tokyo, Yokohama, Nagoya et Osaka chacun ayant son nom : Sanya, Kotobuki, Sasashima et Kamagasaki. À Tokyo, le ghetto est d'une superficie de 1,5 km² pour une population qui, dans les années 1980, atteint les 15 000 personnes, soit une densité de dix personnes par mètre carré. Cette dimension démographique doit également être prise en compte puisque des populations sans organisations relais, atomisées, mais qui seraient disséminées sur un large espace – l'exemple des paysans de Marx (1852) – ne s'orienteraient pas vers un répertoire d'action « éruptif ».

Les lieux d'une action collective de contestation

Comme le rappellent Piven et Cloward, « les insurrections populaires ne résultent pas des espoirs ou de mots d'ordres donnés par d'autres ; elles ont leur propre logique et objectif » (1979 : 12). S'il est impossible de chiffrer exactement le nombre des émeutes dans le ghetto, Funamoto en propose un décompte qu'il est possible de garder comme point de repère chronologique (annexe 1). Les causes directes des révoltes sont souvent anodines, mais signalent les tensions extrêmes qui existent dans le ghetto. Nous prendrons comme exemple l'émeute n° 4 en 1962 et l'émeute n° 7 – qui va durer près d'une semaine – en 1967 en ce qu'elles ont des conséquences particulières sur l'histoire du militantisme à Sanya.

La séquence de l'émeute n° 4 se présente comme suit (Imagawa 1987 : 206-212) : dans le plus vaste restaurant du ghetto, qui venait d'être réhabilité, un jeune travailleur fait des avances à une serveuse, qui les lui refuse. Le travailleur lui jette alors son thé brûlant. L'un des employés intervient et le ton monte sur le pas du magasin qui se situe à côté du poste de police.

Les policiers sortent, interpellent le travailleur et l'emmènent au poste devant un nombre grandissant de travailleurs journaliers alertés par le bruit. C'est une foule de près de 2 000 personnes qui s'attroupe rapidement autour du poste de police pour critiquer l'arrestation unilatérale du travailleur. La police de Sanya décide alors de demander des renforts et arrête également l'autre personne impliquée dans l'incident. Mais la foule ne se disperse pas et une partie s'oriente vers le restaurant qui est mis à sac. Les cinq unités (300 hommes) de police anti-émeute appelées en renfort interviennent pour disperser les quelque 1 600 travailleurs journaliers qui sont encore en action. Le calme reviendra après plus de deux heures de lutte. Le lendemain, malgré l'accord entre la police et les hôteliers pour décréter un couvre-feu, près de 1 600 personnes s'attroupent à nouveau devant le poste de police et le restaurant en criant « *Libérez les personnes que vous avez arrêtées!* ». De nouveau, 300 policiers anti-émeute, aidés de 300 policiers, sont appelés en renfort. Près de 37 personnes seront arrêtées.

Lors de l'émeute n° 7, le point de départ est le suivant (Imagawa 1987 : 231-238) : un docker est blessé par une voiture. Des personnes s'attroupent sur la scène de l'accident, la police arrive et fait monter le blessé dans un taxi pour l'envoyer vers un hôpital. La critique monte alors : « *Il faut une ambulance pour une personne blessée!* » Vers 21 heures, près de 2 000 personnes s'attroupent de la rue où a eu lieu l'accident jusqu'au poste de police. 1 500 policiers sont appelés en renfort pour disperser la foule qui finalement s'éparpille après avoir détruit un magasin de *pachinko*⁴. Le deuxième jour, de nouveau, 1 500 personnes se massent devant le poste de police et de nouveau des renforts sont appelés pour les disperser, cette fois-ci sans heurt. Le troisième jour, un jeune homme est pris pour un policier en civil et roué de coups. La scène attire près de 200 personnes, une foule compacte qui se met en mouvement et détruit tout sur son passage : vitres brisées, voitures renversées. Trois unités de policiers anti-émeute sont envoyées, mais il faudra près de cinq jours pour rétablir l'ordre. 60 personnes sont interpellées, 57 sont mises en détention préventive et 31 personnes seront jugées.

Tout au long des années 1960, huit émeutes se déclenchent ainsi sans relation avec le soutien de militants extérieurs. Les arrestations concernent des travailleurs « normaux » – charpentiers, terrassiers, peintres en bâtiment, etc. – et soulignent l'absence d'organisation et d'influence des soutiens extérieurs pendant toute cette période (Imagawa 1987).

L'échec d'une réappropriation du répertoire autochtone

Le fait que ces actions soient autonomes ne signifie pas qu'elles n'intéressent pas les militants ou ne permettent pas des alliances avec eux. Comme le suggère Erik Neveu, ce type d'action contestataire, « offre un espace à des entrepreneurs de protestation extérieurs au groupe » (Neveu 2002 : 55). La première génération de militants (années 1960) qui s'engage dans les ghettos, et dont les deux figures les plus représentatives à Tokyo sont Masuda Masayoshi et Kaji Daisuke, ne peut faire abstraction de cette réalité. La question est pour eux de savoir comment ils vont articuler ce répertoire qui leur est imposé avec leurs propres objectifs et principes d'action. Si Masuda dénie à cette action toute légitimité, Kaji décidera d'organiser des émeutes avec le soutien d'une deuxième génération de militants (années 1970) issue pour la plupart de la nouvelle gauche.

Masuda est une figure centrale du monde militant de la première génération. Il constitue plusieurs organisations auxquelles participent également des étudiants, toutes fondées sur le principe d'une action caritative laïque. Sa toute première association avait pour but de venir en aide aux enfants, puis aux familles des travailleurs journaliers. Ces derniers ayant disparu du ghetto, il oriente alors son groupe vers le soutien social aux travailleurs journaliers en créant une nouvelle organisation. S'il ne reconnaît pas de légitimité à l'émeute, il s'engage aux côtés des travailleurs journaliers qui ont été arrêtés, en créant un collectif de soutien aux travailleurs en procès (*saiban undô*). Il mobilise des figures du monde académique et intellectuel, la plupart issues de la nébuleuse du Parti communiste. Sous le nom de *San tai kyô*, un premier collectif voit le jour après la 4^e émeute, comité qui sera reconduit lors de la 7^e émeute. Son rejet de l'émeute n'est pas seulement une position éthique. Elle correspond aussi à des choix stratégiques et organisationnels qui fondent la force de ses organisations. En effet, la priorité donnée au moyen légal d'action est liée à la fois aux acquis de son lobbying institutionnel : une reconnaissance de la part des organisations administratives locales (dont le centre d'aide sociale) et un rapprochement politique d'abord pluriel, puis exclusivement orienté vers le Parti communiste. Ce choix permet d'accéder à l'appareil du Parti (presse, députés, ressources matérielles), mais affaiblit l'empreinte de son organisation, la *Sanrôkyô* dans le ghetto. À la fin des années 1960, il ne s'agit plus que d'une simple organisation satellite qui, finalement, s'auto-dissout.

Une autre figure charismatique du ghetto, Kaji, devient alors centrale. Très tôt, il marque sa dissidence par rapport à l'approche légaliste en l'attaquant sous deux angles. La première critique concerne la distance

entre les militants et les travailleurs journaliers. Il reproche au premier collectif constitué en soutien aux travailleurs journaliers arrêtés d'être composé uniquement de membres « extérieurs » et de ne pas être légitime. Il le quitte alors pour fonder une première organisation, la *sanyadôjin*, une cantine pour les travailleurs journaliers dans laquelle, avec les soutiens, ils préparent et mangent leurs repas, ce qui permet des contacts réguliers. Le second point d'achoppement concerne la question de la légitimité de la révolte des travailleurs. Pour Kaji, les révoltes sont considérées comme l'expression naturelle des travailleurs journaliers et un moyen légitime d'émancipation pour cette classe marginalisée. Cette problématique de la libération des travailleurs du ghetto rejoint les préoccupations de membres dissidents de la *Sanrôkyô* et surtout celles d'une nouvelle génération militante issue de la nouvelle gauche qui commence à militer dans les ghettos. Cette confluence d'intérêts permet d'organiser en 1968 une série de révoltes qui font écho à une très forte agitation sociale dans l'ensemble du pays.

Cependant, dès l'année suivante, on note la quasi-disparition de l'émeute comme répertoire d'action. Plusieurs raisons peuvent être évoquées. Si des révoltes locales ont certes à nouveau lieu, elles sont de faible ampleur (entre 50 et 300 personnes). Imagawa (1987) suggère que c'est le vieillissement de la population des travailleurs journaliers, désormais trentenaires, qui est à l'origine de l'abandon de ce répertoire, par ailleurs aussi abandonné par les militants. En effet, ce type d'action est trop risqué et conduit à un affaiblissement organisationnel, car de nombreux militants se font arrêter. De plus, Kaji, l'un de ses principaux défenseurs, est évincé par les militants de la seconde génération qui souhaitent redéfinir leur action au sein du ghetto. À partir du début des années 1970, on parle « d'hiver » des mouvements sociaux dans les ghettos. Cette situation est loin de se limiter à ces espaces : on assiste au Japon à une pacification massive et accélérée des rapports sociaux avec, du côté syndical, la fin du syndicalisme de lutte, la montée du coopératisme (Jobin 2006) et l'effondrement du mouvement social étudiant.

Les années 1970-1980 : les soutiens extérieurs au cœur d'un activisme à haut risque

La particularité des relations d'exploitation dans lesquelles sont pris les travailleurs journaliers des ghettos va favoriser l'émergence d'un nouveau répertoire d'action proposé par les soutiens extérieurs : le syndicalisme de combat. Trois facteurs principaux permettent de comprendre le succès de cette innovation et son maintien du début des années 1970 jusqu'au

début des années 1990 : son succès auprès des travailleurs journaliers, l'unité des soutiens extérieurs issus de différentes factions de la nouvelle gauche et enfin, la pacification des rapports avec les autorités.

Le succès de la mobilisation syndicale

La prise en compte par les soutiens extérieurs de la situation particulière des travailleurs journaliers est la raison principale de la création d'un syndicalisme de combat. En effet, le circuit de l'emploi journalier, illégal, est contrôlé par des gangs de *yakusa*. Une fois recrutés par des « vendeurs de travail (*tehaishi*) » le respect des termes du « contrat » d'embauche dépend entièrement du bon vouloir des *yakusa* et non de la loi. Il n'est pas rare que les heures normales ou supplémentaires des travailleurs journaliers soient entièrement ou partiellement impayées, que les accidents du travail ne soient que rarement pris en charge ou même reconnus ou que les conditions de travail soient inhumaines – interdiction de sortie du chantier, fermeture des dortoirs de l'intérieur (*takobeya*).

Pour rétablir l'équilibre de ce rapport de force non euphémisé par la loi, deux syndicats vont successivement être fondés : la *Gentôshô*, puis la *Sôgidan*. On peut difficilement estimer le succès de la mobilisation au nombre de membres puisqu'il n'existe aucun fichier adhérent. De plus, les positions au sein du mouvement deviennent difficiles à distinguer. En effet, les soutiens extérieurs commencent à travailler comme des travailleurs journaliers afin d'avoir accès aux lieux de travail (*genba*) et non plus seulement au lieu de recrutement (*yoseba*). De plus, les travailleurs journaliers peuvent répondre appartenir à la *Sôgidan* alors qu'ils ne font que soutenir les actions du syndicat sans nécessairement y contribuer. Cependant, la violence de la contre-mobilisation mafieuse est un bon indicateur pour estimer le succès de ce nouveau militantisme.

Autour de Funamoto, militant de la seconde génération, la *Gentôshô* est fondée en 1972 avec le slogan « Si on vous cherche, répondez ! ». En cas de problème sur un chantier, les militants constituent immédiatement une action collective. Les adversaires étant la pègre japonaise, les méthodes de lutte sont particulièrement violentes. Le succès est néanmoins au rendez-vous avec une mobilisation toujours réussie des travailleurs comme le rappelle Brett de Bary :

À l'approche de l'hiver, un état de « presque-guerre » – incluant des explosions de violence, des interventions policières et des arrestations de travailleurs – était déclaré entre le groupe de soutien des journaliers et quelques-unes des principales entreprises de recrutement de Sanya. En juillet 1973, cet état atteint un pic avec une confrontation générale entre les travailleurs et la compagnie de construction Arai (Arai, qui était un

sous-traitant d'entreprises géantes comme Mitsubishi, Kajima et Shimizu, était célèbre dans les *yosebas* du Japon pour ses *takobeya* – usage de la force physique pour assurer l'acceptation de conditions de travail illégales – et son affiliation avec la puissante organisation mafieuse *Kyokutô*. (1997 : 93)

L'organisation sera néanmoins dissoute à la suite d'une vague d'arrestations (43 membres arrêtés) et de l'auto-immolation de Funamoto en 1975. En 1980, autour de la figure de Yamaoka, un nouveau syndicat, la *Sôgidan*, voit le jour et opère en suivant les mêmes modalités. Attaqué directement par le clan qui contrôle traditionnellement le site de Sanya et qui souhaite rasseoir son autorité auprès des « vendeurs de travail », les affrontements entre le gang et la *Sôgidan* se feront de plus en plus violents. Dans les années 1980, deux membres du syndicat seront ainsi assassinés : Satô en 1984 alors qu'il mettait à exécution un projet de film sur Sanya, puis Yamaoka, tué par balle en 1986. Loin de déstabiliser l'organisation, un vaste projet de construction d'un bâtiment dédié aux activités de la *Sôgidan* – le *Centre d'Aide Social et Syndical de Sanya* – est alors lancé. Il reçoit le soutien financier et humain de nombreux travailleurs journaliers ainsi que d'autres organisations du ghetto. Le syndicalisme de combat s'impose durablement comme la forme dominante de l'action protestataire tant auprès des travailleurs journaliers que des militants qui réussissent à maintenir leur unité dans la lutte.

L'union de la nouvelle gauche syndicale

La radicalisation de l'action syndicale n'a pas entraîné de division et de lutte sans fin similaires à celle de la nouvelle gauche « politique ». Au contraire, l'action syndicale va permettre d'étendre et de renforcer des liens de coopération qui étaient déjà forts. Plusieurs raisons peuvent être évoquées, la principale étant la taille insuffisante des multiples organisations militantes. Au début des années 1970, ce ne sont que des petites structures organisationnelles qui subsistent dans le ghetto. Elles sont composées tout au plus d'un ou deux militants et d'un ou deux travailleurs. Pour mettre en place une action collective, il est alors nécessaire de travailler ensemble. C'est le cas pour soutenir les militants en procès avec la formation de la *Sanya S tôkai* en 1976, qui regroupe deux nouvelles organisations, la *ya no kai* et la *sanya kyû en kai*, puis de la *tôsô no kai* 9.6 en 1979, qui regroupe toutes les organisations du ghetto. En dehors de toute action commune, il existe également des lieux où les militants, quelle que soit leur faction, peuvent se retrouver. C'était ainsi avant la construction du bâtiment de la *Sôgidan*, l'une des fonctions du local de la *sannichirô* pendant les années 1970 (Imagawa 1987). Cette solidarité

militante se maintient également par le souvenir et l'hommage aux figures militantes disparues : Funamoto san, Sato san ou Yamaoka san. Des ouvrages posthumes, en réalité le fruit d'un travail collectif d'édition, sont ainsi publiés sur Funamoto en 1985 et sur Yamaoka san en 1995 soit, dans les deux cas, près de dix ans après leur mort (voir bibliographie).

La *Genbatôsô*, puis la *Sôgidan* s'appuient sur ces liens de coopération et intègrent toutes les factions de la nouvelle gauche présentes dans le ghetto. De plus, ces structures ont une dimension nationale. En effet, la particularité des deux organisations syndicales qui vont se former est d'être intégrées à un réseau de syndicats. D'abord limitée au ghetto de Tokyo et de Osaka pour la *Gentôsô*, cette coopération est élargie à l'ensemble des ghettos permanents du Japon pour la *Sôgidan* qui devient la branche tokyoïte de la *Nikozenrô*. L'existence de ce réseau permet de grandes manifestations de pouvoir, dont le rassemblement annuel de toutes les fédérations, mais également des rassemblements plus ponctuels lorsque l'un des syndicats de la fédération est en lutte.

Fait remarquable, au début des années 1980, parmi la troisième génération de militants qui rejoint le ghetto, des membres de la faction anarchiste de la nouvelle gauche font leur apparition. Ce courant a une histoire particulière. Il s'est formé à la fin des années 1970 en signe de refus des luttes intestines au mouvement de la nouvelle gauche politique, d'où leur nom : les anti-sectes radicaux (*han sekuto rajikaru*). Leur présence régulière dans un travail sinon en commun, du moins en collaboration, est le signe d'une unité retrouvée de la nouvelle gauche qui sera maintenue lors de la formation du mouvement anti-pauvreté (Mitsu 1995). Cette pacification des relations dépasse les rapports entre les différentes factions et concerne également les interactions avec les autorités.

La pacification des rapports avec les autorités

La violence des rapports avec les *yakusa* a eu pour conséquence de réaligner le rapport avec les représentants de l'État et plus particulièrement avec les autorités locales. Cette pacification s'inscrit d'abord négativement comme un effet indirect de l'intensification de la lutte contre les *yakusa*. On remarque ainsi que le bâtiment de la *Sôgidan*, le Centre d'Aide Social et Syndical de Sanya, se situe dans la partie contrôlée par les autorités, à proximité du Centre d'aide sociale et d'emploi construit en 1962 à une période où l'État essayait de reprendre le contrôle du ghetto. Mais elle prend également des dimensions plus actives. S'il existe certes une traditionnelle confrontation avec la police lors des actions de fin d'année (*etto tôsô*), cette dernière n'est plus appelée par l'administration lors des actions de la *Sôgidan*. Madame Yasue, une militante, aujourd'hui directrice du

Centre de ressources bibliographiques sur les sans-abri (*hômuresu shiryô sentâ*), rappelle cette particularité géographique :

C'est à Sanya que nous avons commencé à mettre en place des manifestations sans préavis pour les travailleurs journaliers devenus sans-abri. Nous avons ainsi fait plusieurs manifestations en direction de la Mairie d'arrondissement de Taito (arrondissement au nord-est de Tokyo, ndla). Nous sommes partis de Sanya et nous sommes arrivés jusqu'à la Mairie de Taito et « whaaaa » nous sommes entrés tous ensemble. (Et la police n'est pas venue ?). Ah non, la police ne venait pas ! C'est vrai que quand nous faisons ce genre de manifestation contre la Mairie de Tokyo, la police venait. En revanche, contre la Mairie de l'arrondissement de Taito, la police ne venait pas. C'est-à-dire que Taito ku n'appellerait jamais la police ! Parce que vraiment, nous étions calmes. Donc, ils n'appelaient pas la police. Ensuite, nous avons aussi fait ce genre de manifestation auprès du Centre d'emploi et d'aide sociale de Sanya (Jyôhoku fukushi sentâ). Pendant les semaines de chômage cyclique, par exemple pendant la Golden week (en mai, ndla) ou pendant les fêtes du Nouvel An, il y a beaucoup de travailleurs journaliers qui sont mis à la porte des baraques de chantier et n'ont nulle part où dormir. Pendant ces périodes, nous allions tous ensemble jusqu'au Centre d'emploi et d'aide sociale et nous demandions à ce que des chambres soient ouvertes dans les hôtels bon marché de Sanya pour les travailleurs sans toit. Pendant ces périodes, nous occupions le Centre d'emploi et d'aide sociale de Sanya. Nous avons même une fois apporté des futons et tout le monde a dormi dans le centre pendant une nuit. (Dans les bâtiments de l'administration ?). Oui, et, bien sûr, et la police n'est pas venue ! » (Madame Yasue, 1^{er} mai 2003)

Il est important de noter que cette situation est spécifique au ghetto. En effet, dans les autres arrondissements de Tokyo, l'action protestataire des militants n'est pas acceptée. C'est le cas dans l'arrondissement de Shinjuku où le directeur des affaires sociales fera régulièrement appel à la police anti-émeute, à chaque irruption des militants accompagnés de sans-abri :

Au début, les membres de la SRK venaient en masse dans le bureau d'aide et ils mettaient le bureau dans un état de confusion extrême. Ensuite, ils exprimaient leurs revendications. C'était une technique de lutte qu'ils avaient développée à Sanya. Dans cette partie de la ville, il y a plusieurs organisations de soutien des travailleurs journaliers et toutes utilisent cette technique pour obtenir des résultats. À Sanya, ça n'a donc rien d'exceptionnel, c'est un espace séparé du reste de la société japonaise qui a ses propres règles, en dehors de la loi. Lorsque les membres de la Sôgidan sont arrivés à Shinjuku, ils ont décidé de mettre en place cette même technique.

Mais à Shinjuku ce n'est pas possible. La Mairie de Shinjuku ne peut pas accepter des comportements hors la loi. Pour moi, s'ils venaient à la

Mairie de Shinjuku pour négocier et pour que leurs revendications soient prises en compte, il n'y avait pas de problème, je les recevais. J'étais prêt à les reconnaître. Mais lorsqu'ils venaient manifester dans le bureau d'aide sociale, mettaient tout sens dessus dessous et que les autres personnes ne pouvaient plus utiliser nos services, ce n'était pas acceptable. Nous étions donc en contact étroit avec la police de Shinjuku, qui a un entraînement anti-émeute, et dès qu'il y avait des débordements, elle intervenait de manière systématique. » (Takeyama san, avril 2003)

Le passage d'un activisme politique à un activisme syndical semble avoir ainsi facilité la pacification des rapports avec les autorités qui ne sont plus les principaux adversaires d'un mouvement désormais syndical et non plus politique.

Conclusion

L'orientation de l'action collective de contestation de la nouvelle gauche vers le syndicalisme de combat entraîne une double rupture. D'une part, cette innovation dépossède les travailleurs journaliers d'un répertoire d'action autochtone, l'émeute, qui a été dominant tout au long des années 1960. D'autre part, elle assure au sein de la nouvelle gauche, l'émergence d'un nouveau courant qui abandonne durablement l'action politique radicale comme moyen d'action sur la société. Certes cette tradition est cantonnée dans les limites des ghettos de travailleurs journaliers, mais il faut considérer ses effets généraux tant sur la méthodologie de l'analyse que sur la société japonaise contemporaine.

D'un point de vue théorique, pour survivre dans un environnement peu réceptif, il est souvent retenu que les organisations militantes n'ont d'autres choix que d'entrer en « hibernation » et de devenir des « abeyance structures » (Taylor 1989) : elles ne recrutent plus, se recentrent sur leurs membres les plus engagés, limitent leurs actions et le souvenir des actions passées permet de maintenir la cohésion de l'ensemble dans l'attente de meilleurs jours. Or, l'analyse écologique permet de mettre en évidence que sur certains sites, même pendant les périodes de cycle bas d'action collective ou de répression (Zhao 1998), des luttes intenses, des innovations techniques et des renouvellements générationnels peuvent avoir lieu. Le maintien de l'action collective ne serait donc pas seulement fonction d'un temps opportun ou non, mais également d'un lieu opportun.

D'un point de vue de la connaissance de la société japonaise contemporaine, on se rend compte que l'héritage de cette longue période de militantisme dans les ghettos imprègne les origines du mouvement anti-pauvreté à Tokyo. Il ne s'agit pas seulement, dans le cas de Tokyo, de la migration des militants vers de nouveaux sites dont le plus important

d'entre eux est Shinjuku. On reconnaît également des techniques de mobilisation qui s'inscrivent dans cette tradition : la mise en place de distribution de repas préparés avec la participation des sans-abri, l'engagement de militants qui décident de vivre à la rue, aux côtés des sans-abris ; mais aussi les rapports conflictuels avec les gangs de *yakusa* qui vont jusqu'à organiser des contre-mobilisations, l'organisation réticulaire de ce nouveau mouvement qui, dès l'origine, peut s'appuyer sur le réseau préexistant des syndicats de travailleurs journaliers ou la coopération des différentes factions de la gauche radicale (Malinas 2011).

La prise en compte de la « profondeur » du social permet ainsi de comprendre la diversité et la force de l'action collective de contestation, caractéristiques qui, au Japon, lui sont souvent niées. C'est un appel à des recherches plus poussées vers la découverte de nouveaux sites et plus en avant vers une revalorisation des études sur l'activisme de la société civile.

ANNEXE 1

Chronologie des révoltes dans le ghetto de Sanya 1959-1968⁵

1 ^{re} émeute	22 octobre 1959
2 ^e émeute	1 ^{er} janvier 1960
3 ^e émeute	26 juillet 1960 1 ^{er} août 1960 3 août–8 août 1960
4 ^e émeute	23 novembre–25 novembre 1962
5 ^e émeute	16 juin 1964
6 ^e émeute	14-15 août 1964
7 ^e émeute	27 août–3 septembre 1966
8 ^e émeute	17 août–19 août 1967
9 ^e émeute	15 juin 1968
10 ^e émeute	10 juin 1968
11 ^e émeute	20 juin 1968
12 ^e émeute	À partir du 9 juillet 1968
13 ^e émeute	5 novembre 1968

Notes

1. Le sous-titre de l'ouvrage issu de cette action : *Haken mura, nani ga towarete iru no ?* (Le village des intérimaires. Qu'est-ce que nous avons remis en cause ?) par Utsunomiya Kenji et Makoto Yuwasa (2009), laisse d'ailleurs peu de place pour une interprétation non politique de cette action.
2. Ce phénomène n'est d'ailleurs pas propre au Japon contemporain, voir Koschmann, J. et T. Najita, 1982. *Conflict in Modern Japanese History: The Neglected Tradition*. Princeton, NJ, Princeton University Press.

3. Les quatre premières heures furent enregistrées en continu, les deux dernières heures furent enregistrées en consultant la frise chronologique de l'histoire militante proposée en dos de couverture du livre de Funamoto Shôji (Funamoto 1985).
4. Machines à sous japonaises
5. Source: Funamoto, S., 1985. *Damatte notare shinu na (Ne mourez pas comme des chiens sans rien dire!)*. Renga shobô shin sha, Tokyo. (Dos de la couverture du livre).

Bibliographie

- Aldrich, D. P., 2010. *Site Fights: Divisive Facilities and Civil Society in Japan and the West*. Ithaca, NY, Cornell University Press.
- Avenell, S. 2011. « Japan and the Global Revival of the “Civil Society” Idea: Contemporaneity and the Retreat of Criticality », *Japan Forum*, vol. 23, n° 3, p. 311-338.
- Bary, B., 1997. « Sanya: Japan's Internal Colony », in Joe Moore (dir.), *The other Japan, Conflict, Compromise, and Resistance Since 1945*. New York, Sharpe – East Gate Book, p. 80-95.
- Funamoto, S., 1985. *Damatte notare shinu na (Ne mourez pas comme des chiens sans rien dire!)*. Tokyo, renga shobô shin sha.
- Gill, T., 2001. *Men of Uncertainty: The Social Organization of Day Laborers in Contemporary Japan*. Albany, State University of New York Press.
- Hasegawa, M., 2006. « We are not Garbage », *The Homeless Movement in Tokyo, 1994-2002*. Routledge, New-York, London.
- Imagawa, I., 1987. *Gendai kimin kô, Sanya ha ikani shite keisei sareta ka* (Pensées des hommes abandonnés: comment est-ce que Sanya s'est formé?). Tokyo, Tabata shoten.
- Jobin, P., 2006. *Maladies industrielles et luttes syndicales au Japon*. Paris, Éditions de l'EHESS.
- Koschmann, J. V. et T. Najita, 1982. *Conflict in Modern Japanese History: The Neglected Tradition*. Princeton, NJ, Princeton University Press.
- L'Hénoret, A., 1993. *Le clou qui dépasse. Récit du Japon d'en-bas*. Paris, La Découverte.
- Malinas, D.-A., 2011. *La lutte des sans-abri au Japon – le renouveau du militantisme*. Paris, L'Harmattan.
- Marx, K., 1969 [1852]. *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. Paris, Éditions sociales.
- Mathieu, L., 2001. *Mobilisations de prostituées*. Paris, Belin, coll. « Socio-histoires ».
- Mitsu, T., 1995. *Shûshifu kara no shuppatsu* (Le début par la fin). Tokyo, Inpakuto shûpankai.
- Neveu, E., 2002 [1996]. *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris, La Découverte, coll. « Repères ».
- Nishizawa, A., 1995. *Inpei sareta gaibu* (L'extérieur dissimulé). Tokyo, Sairûsha.
- Oberschall, A., 1973. *Social Conflict and Social Movements*. Englewood Cliffs, Prentice Hall.
- Pekkanen, R., B. Nyblade et E. S. Krauss, 2006. « Electoral Incentives in Mixed Member Systems: Party, Posts, and Zombie Politicians in Japan », *American Political Science Review*, vol. 100, n° 2, mai, p. 183-193.
- Piven, F. F. et R. Cloward, 1977. *Poor People's Movements. Why They Succeed, How They Fail*. New York, Pantheon Books.

- Taylor, V., 1989. « Social Movement Continuity: The Women's Movement in Abeyance », *American Sociological Review*, vol. 54, p. 761-775.
- Utsunomiya, K. et M. Yuwasa, 2009. *Hakenmura: Nani ga towarete iru no ka* (Le village des intérimaires. Qu'est-ce que nous avons remis en cause?). Tokyo, Iwanami Shoten.
- Yamaoka, K., 1996. *Yararetara, yarikaese* (« Si on vous cherche, répondez! »). Tokyo, Gendai kikaku shitsu.
- Zhao, D. 1998. « Ecologies of Social Movements: Student Mobilization during the 1989 Prodemocracy Movement in Beijing », *American Journal of Sociology*, vol. 103, n° 6, p. 1493-1529.